

**MATCHES TRUQUÉS** La table ronde du CIES a débouché sur un constat d'impuissance.

# Le sport ne peut rien faire seul

JULIÁN CERVINO

«Nous faisons ce que nous pouvons avec les moyens du bord», avoue Christophe De Kepper, directeur général du CIO. «Mais tant que les gouvernements n'auront pas pris conscience de la gravité du problème, nous aurons toujours un ou deux pas de retard. Hélas, nous nous sommes aperçus à travers diverses réunions que le problème des paris illégaux ne fait pas partie des priorités des Etats.» Ce constat d'impuissance a été dressé par les divers intervenants invités à la table ronde du Centre international d'étude du sport (CIES), à Neuchâtel, qui a rassemblé quelque 200 personnes, dont diverses personnalités.

Cette conférence-débat, menée et dirigée par Denis Oswald (directeur du CIES), a permis de se rendre compte, une nouvelle fois, de l'ampleur et de la complexité du phénomène. Pierre Cornu, conseiller juridique en chef de l'UEFA, et son homologue de la Fifa, Marc Cavaliero, n'ont pas dribblé la réalité. Jean-Luc Moner-Banet, directeur général de la Loterie romande (Loro), a apporté un regard très lucide sur le sujet. Michel Vautrot, ancien arbitre international, a témoigné du problème (lire ci-dessous) avec franchise. Carlos Varela, ancien footballeur professionnel, était absent pour cause de blessure.

## 15 000 sites recensés

Un premier tour de table a confirmé que les enjeux sont énormes dans le domaine des paris sportifs. En 2011, selon Pierre Cornu, 500 milliards d'euros ont été dépensés dans ce secteur d'activité. La finale de la Ligue des champions 2011 a drainé, à elle seule, 1 milliard d'euros. Et ces chiffres ne tiennent certainement pas compte des paris illicites. Le problème ne vient pas seulement du nombre de sites recensés (15 000 dans le monde entier) mais aussi de la multiplication des formes de paris. Sur

un seul match, il peut y avoir 300 types de mises différentes. En tennis, par exemple, on peut parier sur le nombre de doubles fautes commises par un joueur.

Le système des paris sportifs tel qu'il s'est développé est très difficile à contrôler, voire impossible si on songe aux nombres de sites de paris illégaux existants en Asie surtout. «Là-bas, on parie sur tout. C'est une véritable culture», a insisté Denis Oswald. Pas étonnant que des gens de ces pays s'intéressent à des matches de deuxième division albanaise, par exemple. Internet a mondialisé le phénomène en abolissant les frontières.

«Il ne faut pas se leurrer, la majorité des paris sont illicites (80-90% du total) et ils ne sont pas touchés par les législations mises en place dans nos pays», reconnaît Christophe De Kepper. Le lièvre a pris beaucoup d'avance sur la tortue.

## Pire que le dopage

Pierre Cornu, comme d'autres intervenants, n'admet pas la comparaison avec le fléau du dopage. «C'est bien plus grave et compliqué», lâche l'ancien procureur du canton de Neuchâtel. «En matière de lutte antidopage, on peut se baser sur un contrôle positif pour établir une preuve. Pour les paris illicites, c'est plus complexe. A l'image de ce qui se passe en justice pour la corruption. Il est plus simple de se prononcer sur un meurtre.»

«Dans les cas de dopage, les ramifications ne sont pas aussi importantes que pour les paris truqués», ajoute Jean-Luc Moner-Banet. «Les matches truqués sont devenus une activité comme une autre pour les mafias. Pour ces organisations criminelles, c'est un moyen de blanchir de l'argent et d'en gagner. Ce qui n'est pas le cas lors du blanchiment classique où il y a toujours des pertes. Le sport est un simple support.»

Les moyens mis en œuvre pour surveiller les paris existent pourtant. Pierre Cornu a rappé-



Pierre Cornu, au premier plan, et les autres intervenants de la table ronde du CIES ont reconnu que le problème des matches truqués est très difficile à combattre. DAVID MARCHON

lé l'existence du système de monitoring de l'UEFA (SportRadar) qui a permis de superviser 31 000 matches la saison passée. «Il y a eu 200 à 250 matches sur lesquels nous avons eu des soupçons», dévoile-t-il. «Sur cette base, nous avons entamé des investigations en avertissant les fédérations concernées, tout en nous référant à nos données sur certains joueurs ou acteurs des rencontres en question.» L'UEFA compte aussi sur les 53 responsables de surveillance désignés auprès de ses 53 fédérations pour mener des investigations. Certains d'entre eux sont salariés par l'institution de Nyon.

## La majorité est propre

Mais seule la justice civile et la police ont le pouvoir et les

moyens d'enquêter, comme par exemple de demander aux instituteurs de cartes de crédit de livrer des renseignements. Ce que les instances sportives ne peuvent pas faire, même si le CIO et certaines fédérations entretiennent des liens étroits avec certains d'entre eux (Visa, Mastercard).

«Nous n'avons non plus pas les moyens d'établir des écoutes téléphoniques ou de mener des perquisitions», renchérit Pierre Cornu. «Nous comptons sur la collaboration de certains procureurs pour lancer des enquêtes. J'ai pris plusieurs fois mon bâton de pèlerin pour tenter d'en motiver quelques-uns.» Quitte à recevoir des menaces.

Il ne s'agit pas de ne stigmatiser que les pays de l'Est, des Balkans ou d'Asie. Le scandale qui vient

d'éclater en Italie et en Suisse le démontre. «Les pauvres n'ont pas le monopole de la malhonnêteté et les Asiatiques non plus», relève le Neuchâtelois. «Un des plus gros scandales a éclaté en Finlande. Cela dit, il faut relativiser. Les matches truqués concernent une infime partie des rencontres en Europe, 99,99% sont propres.»

## «Un crime grave»

Jean-Luc Moner-Banet précise que des collaborations avec des institutions comme le Conseil de l'Europe se mettent en place. Un observatoire central des paris sportifs pourrait voir le jour. Il est envisagé de mettre de l'ordre chez les opérateurs. «Il s'agit de réguler en interdisant certaines formes de paris dérivés (nombre de corners, remises

## LA SUISSE TOUCHÉE

Le nouveau scandale de matches truqués qui secoue l'Italie pourrait avoir des ramifications en Challenge League. Le «Tages Anzeiger» annonce que quatre matches de la saison passée auraient eu un résultat faussé. Selon le quotidien allemand, l'ASF a porté plainte contre X en décembre 2011 auprès du Ministère public de la Confédération en raison de rapports émanant de l'UEFA. Un système d'alarme sur le marché des paris avait suspecté quatre parties de Challenge League et un autre match en Suisse. Selon le «Tages Anzeiger», l'enquête n'en est encore qu'à ses balbutiements.

Parmi les rencontres incriminées, le Locarno - Nyon du 10 septembre 2011. Les Vaudois menaient 2-0 avant que les Tessinois ne reviennent à égalité. Les Locarnais sont soupçonnés dans d'autres parties. En Italie, selon «L'Equipe», l'Atalanta aurait écopé de deux points de pénalité. L'équipe de Bergame avait déjà débuté cette saison avec six points en moins. Il semblerait aussi que Leonardo Bonucci, défenseur de la Juventus et de l'équipe d'Italie, aurait été mis en examen le 3 mai par la justice italienne. **SI-RED**

en jeu, cartons jaunes, etc.) et les paris sur des matches amicaux ou de juniors», indique le directeur de la Loro. «Il faut être conscient que les matches truqués mettent en péril notre secteur d'activité en le décrédibilisant. Les lois doivent prévoir des sanctions plus sévères pour punir les tricheurs. Cela doit être reconnu comme un crime grave.» Certains tribunaux ont assimilé cette infraction à de l'escroquerie, mais ça ne suffit pas.

Pour le sport, la guerre contre les paris illicites est vitale. En Suisse, 130 millions de francs sont distribués chaque année aux clubs et fédérations par les instituts de loterie, dont 50% du budget de Swiss Olympic. Une bonne raison de s'attaquer au problème. **o**

## Arbitres sous pression

Les arbitres figurent parmi les acteurs particulièrement visés par les corrupteurs. Plusieurs cas de corruption ont éclaté ces dernières années. Michel Vautrot (photo David Marchon), arbitre international, n'a pas esquivé la question. Il a reconnu avoir connu plusieurs «mésaventures» durant sa carrière. «Lors d'une demi-finale de la Coupe des champions entre l'AS Roma et Dundee, j'ai été mêlé à un match acheté», narre-t-il. «On m'a accusé d'avoir touché 100 millions de lires de l'époque. Un enregistrement de ma voix a failli me coûter très cher, alors que j'avais simplement répondu à un appel. Je m'en suis heureusement tiré, grâce à l'enquête de la police. Contrairement à deux anciens joueurs qui avaient tenté de me corrompre.»



Le Bisontin a aussi rapporté une affaire qu'il avait lui-même traitée en tant que responsable de la commission française des arbitres. «Ma fédération avait mis mon rapport sous la table», affirme-t-il. «Heureusement, les instances internationales ont eu le courage de traiter cette affaire. La Fifa a finalement suspendu cet arbitre pendant six mois. Cela démontre qu'il faut des institutions fortes pour combattre la corruption.» **o**

## «Le sport a des structures trop perméables»

Jens Sejer Andersen (photo SP), directeur de la plateforme Play The Game qui étudie le phénomène des matches truqués et la corruption dans le sport, connaît bien le phénomène des matches truqués. Il livre son analyse.



## Est-ce que la situation a beaucoup évolué depuis les scandales de matches truqués en 2009?

Les autorités politiques et sportives ont pris conscience du problème et ont réagi. C'est positif. Je participerai la semaine prochaine à une réunion d'experts convoquée par la Commission européenne. Le CIO a aussi reconnu la gravité du problème. Un groupe de 40 à 50 représentants du monde sportif a été constitué depuis une année. Hélas, les résultats de leurs travaux sont très décevants.

## Le monde du sport ne baigne-t-il pas dans l'hypocrisie en acceptant l'argent

## des opérateurs de paris tout en tentant de combattre les matches truqués?

La situation est ambiguë, mais je ne pense pas qu'on puisse parler d'hypocrisie. Cette question pose un dilemme dangereux. Toutes les entreprises de loterie publique financent une grande partie du sport depuis longtemps. A mon avis, les racines du mal ne sont pas là. Le sport a des structures trop perméables, faciles à corrompre sans mécanismes de contrôle vraiment efficaces.

## Existe-t-il des risques que l'Eurofoot ou les JO de Londres soient victimes de paris illicites?

En général, il est plus difficile de tricher lors de ces événements très largement couverts au niveau médiatique. Mais il y a toujours des risques lorsque certains athlètes mal payés peuvent gagner de l'argent en trichant. En Pologne et en Ukraine (pays accueillant l'Eurofoot), il y a un terrain favorable à la corruption. L'UEFA en est consciente et sera en état d'alerte. Il y a toujours des gens mal-

veillants qui entretiennent des relations spéciales avec des joueurs ou des entraîneurs. Cela ne signifie pas qu'il y aura des matches truqués, mais c'est possible. Notamment lors de rencontres qui n'auraient plus beaucoup d'enjeu lors des phases de poule.

## Quelles sont les solutions?

Pour l'instant, la compréhension du problème n'a pas encore abouti à ce que l'on accepte d'établir une collaboration internationale pour le combattre. Et cela est obligatoire. Il faut au moins arriver à une harmonisation partielle des lois, pas seulement en Europe, mais partout ailleurs.

## Ne faudrait-il pas limiter les possibilités de parier et les montants misés?

On peut faire des règles de ce genre en Europe et aux Etats-Unis, mais ça ne servirait à rien si le reste de la planète ne suit pas. En Asie, le marché clandestin des paris sportifs est énorme. Les mafias asiatiques sont prêtes à conquérir tous les terrains, et pas seulement le football. **o**